

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Entretien avec Gérard Aschieri

- Social - Syndicats -

Date de mise en ligne : lundi 8 janvier 2007

Démocratie & Socialisme

Dans cet entretien avec D&S, Gérard Aschieri (secrétaire général de la FSU) explique qu'en 2007 la FSU " entend ne rouler pour personne ", mais " mettre au débat (..)des propositions pour contribuer à des alternatives ". Il revient également sur les conditions du rassemblement du syndicalisme français.

Quelles sont les priorités revendicatives actuelles de la Fsu ?

Je ne sais pas si je peux parler de priorités tant les motifs de mobilisation sont multiples et s'interpénètrent. Nous sommes engagés dans une bataille de défense du service public d'éducation confronté à des attaques multiformes, qu'il s'agisse de coupes budgétaires aux conséquences dramatiques, d'une politique rétrograde et dangereuse qui prétend restaurer un âge d'or qui n'a jamais existé, de la volonté d'alourdir le temps de travail des enseignants ou de réduire l'offre d'éducation des élèves. Cette politique tourne le dos à tout ce qui serait nécessaire pour lutter contre les inégalités et la ghettoïsation dont sont victimes nombre d'écoles, de collèges ou de lycées.

C'est un peu la même idée qui nous fait nous opposer au projet de loi dit de "prévention de la délinquance" . Il ne propose pas une vraie politique de prévention et en rajoute dans une politique de répression dont l'actualité montre l'inanité et en plus il remet en cause le principes et fondements de tout une série de professions.

Autre dossier important, celui des enfants et des jeunes dits "sans papiers" : pour la Fsu le droit à l'éducation est un tout qui doit s'appliquer qu'on ait des papiers ou non, et il n'est pas question d'accepter des expulsions : nous avons été dès le début dans le réseau Education Sans Frontière et nous entendons bien poursuivre.

Il y a aussi celui de l'avenir des jeunes pour lequel avec l'Unef, l'Unl, la Fidl, la Ferc-Cgt et les Jeunes Cgt, Solidaires, nous organisons le 2 décembre des Etats généraux : il s'agit de faire des propositions en matière de formation bien sûr, mais aussi d'emploi, de droits, d'autonomie, de lutte contre les discriminations.

Tout ceci ne nous fait pas oublier que la Fsu est la première fédération de la fonction publique d'état et nous sommes avec d'autres dans des actions sur le pouvoir d'achat et l'emploi public.

Et bien sûr il y a la question du dialogue social et de la représentativité.

Comment la Fsu compte intervenir dans un premier semestre 2007 marqué par des échéances politiques majeures ?

La Fsu entend ne rouler pour personne ; en revanche elle compte bien mettre dans le débat public des revendications et des propositions pour contribuer à des alternatives. C'est un peu le sens des initiatives qu'elle va prendre, seule ou avec d'autres, dans les semaines qui viennent (Etats généraux pour les jeunes, colloque sur la représentativité syndicale, colloque sur la fonction publique...). Et je pense que notre congrès fin janvier devrait servir de "caisse de résonance" à ces propositions et revendications.

Quel seront les thèmes du congrès que la Fsu va tenir début 2007 ?

Ils s'efforcent d'embrasser l'ensemble des questions qui relèvent du champ de réflexion de la Fsu qui est à la fois la fédération majoritaire des personnels de l'éducation et de la recherche, une fédération de fonctionnaires des trois fonctions publiques, et une organisation qui à ces deux titres représente une partie des salariés de ce pays. Il y en a donc 4. Le premier porte sur l'éducation et la recherche ; le thème 2 traite des services publics et de la fonction

publique ; le thème 3, sans doute le plus vaste , est consacré à des propositions alternatives économiques et sociales et en termes de droits et libertés ; enfin le dernier est consacré à la fois à la Fsu, sa place et son fonctionnement, et au syndicalisme français et international.

Au plan mondial comme au plan européen, le syndicalisme se rassemble. Peut-on espérer un tel rassemblement en France ?

La Fsu entend être partie prenante de ce rassemblement au plan international ; et au plan français nous ne serions pas fidèles au U de la Fsu si nous ne souhaitions pas un rassemblement ; d'ailleurs dès son origine la Fsu a souhaité travailler à des "formes inédites d'unité" et à chaque congrès elle a fait des propositions en ce sens. Mais je dois dire que toute l'actualité semble suggérer que l'on marche à reculons. La victoire sur le Cpe a été acquise grâce à l'unité mais le soir même où nous fêtons la victoire, l'unité a été simultanément dissoute et depuis il n'a même pas été possible d'avoir une riposte unitaire sur un dossier central comme celui de Gdf. Cela dit si les choses bougent en matière de représentativité et d'accords majoritaires, comme le souhaite la Fsu, on peut se dire que cela aura inmanquablement des conséquences sur la situation du syndicalisme. Il ne s'agit pas seulement d'une question incontournable de démocratie qui consiste à permettre aux salariés de décider librement par leur vote qui les représente et à considérer comme valables les seuls accords signés par des organisations représentant la majorité des salariés concernés : il s'agit aussi de redonner plus de confiance dans le mouvement syndical et de permettre aux salariés eux mêmes d'en dessiner le paysage. Difficile d'en prévoir toutes les conséquences mais je suis convaincu que cela posera les questions du rassemblement en termes totalement nouveaux.

Propos recueillis par Éric Thouzeau